



DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
PÔLE SOLIDARITÉS
DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DE LA SANTÉ
ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE LA RÉSIDENCE AUTONOMIE
« AMBROISE CROIZAT » DE LILLERS GÉRÉE PAR LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION
SOCIALE (CCAS)**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la construction et de l'habitation,

Vu le code de l'action sociale et des familles,

Vu la loi n° 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le règlement départemental d'aide sociale,

Vu la délibération du Conseil départemental du 12 décembre 2022 portant adoption du pacte des solidarités humaines « Agir avec vous pour l'épanouissement de tous dans le Pas-de-Calais »,

Vu l'arrêté de fonctionnement à effet au 1^{er} janvier 1977,

Vu les résultats de l'évaluation externe réalisée par l'organisme Espaces MS en date du 9 décembre 2015,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental en date du 18 janvier 2023 portant sur la programmation des évaluations de la qualité des établissements et services médico-sociaux,

Le Président du Conseil départemental,

Considérant que le gestionnaire a satisfait aux obligations afférentes à l'exercice de l'autorisation et aux conditions de son renouvellement,

ARRÊTE :

Article 1 :

L'autorisation accordée au CCAS de Lillers de gérer la résidence autonomie « Ambroise Croizat » est renouvelée à compter du 2 janvier 2023.

La capacité d'accueil médico-social s'établit à 55 places.

N° FINESS de la résidence autonomie : 620104968
N° SIRET de la résidence autonomie : 26620516000036
Adresse : 11 rue Ambroise Croizat 62190 Lillers

N° FINESS de l'entité juridique de rattachement : 620109801

Article 2 :

La présente autorisation vaut habilitation à l'aide sociale.

Article 3 :

Cette autorisation est délivrée pour 15 ans. Son renouvellement est subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, devra être porté à la connaissance des autorités compétentes, conformément à l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. En vertu de l'article L 313-1 du même code, l'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes.

Article 5 :

Le présent arrêté sera notifié sous pli recommandé avec demande d'accusé de réception au Président du CCAS de Lillers.

Article 6 :

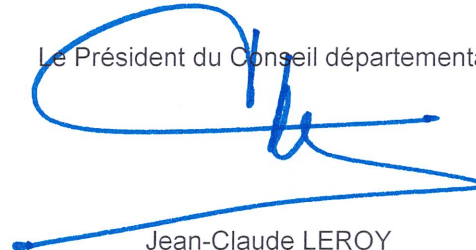
Le présent arrêté sera affiché dans un délai de 15 jours à compter de sa notification et pendant un délai d'un mois à l'hôtel du Département du Pas-de-Calais et à la mairie de Lillers.

Article 7 :

Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Pas-de-Calais.

Arras, le **22 DEC. 2023**

Le Président du Conseil départemental,



Jean-Claude LEROY

Copie du présent arrêté sera adressée :

- au directeur de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France ;
- au directeur de la maison départementale des personnes handicapées ;
- au directeur de la caisse d'assurance retraite et de la santé au travail ;
- au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie Lille-Douai ;
- au directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de l'Artois ;
- au maire de Lillers.